

Editorial

La Turquie fut le premier pays musulman à reconnaître l'Etat juif, dès 1949. Depuis, les rapports entre Ankara et Tel Aviv se sont développés aussi bien sur le plan politique qu'économique. Un accord cadre de coopération militaire a été signé le 23 février 1996 entre les deux capitales. Cet accord dispose "que les pilotes de l'armée de l'air israélienne pourront s'entraîner dans le ciel turc sur leurs avions exempts d'armes et de tout équipement de surveillance électronique". Il prévoit "l'accès mutuel des navires de guerre aux ports des deux pays et des échanges d'information et de personnels". Cet accord a suscité beaucoup de commentaires dans la presse occidentale et celle du Moyen-Orient ; il a même fait annoncer à certains observateurs la formation d'un nouvel axe stratégique dans la région.

La coopération turco-israélienne provoque la fureur et l'inquiétude des Etats arabes soucieux de monopoliser les rapports avec Tel Aviv et de les gérer, à leur convenance, d'une manière conflictuelle ou pacifique. Elle leur fait craindre une entente entre Israël, la Turquie, et éventuellement, dans un autre contexte politique, l'Iran.

Le dossier qu'introduit ci-après Esther Benbassa, intitulé "Turquie-Israël : un siècle d'histoire partagée", ne s'arrête pas aux questions politiques, stratégiques et sécuritaires, même si ces derniers aspects sont fortement présents avec les travaux d'Ayhan Aktar, Soli Özel, Amikam Nachmani et Mohammad-Reza Djalili. Il constitue sans conteste le travail le plus accompli effectué à ce jour sur la question et englobe les dimensions aussi bien historiques (voir les études de Yoram Mayorek et d'Isaiah Friedman) qu'identitaires et internationales de ces relations.

Historiquement, ainsi que le mentionne la coordinatrice du dossier dans ses deux articles, le sionisme semble avoir été l'acteur principal, et à ce propos E. Benbassa fait une distinction entre le sionisme nationaliste et officiel, et un autre, autochtone. Même après l'avènement de la République kémaliste, sourcilleuse quant à l'imposition du nationalisme turc, le judaïsme turc n'échappa pas à l'influence de ce même sionisme. La situation semble être tout autre aujourd'hui, "l'intégration relevant davantage de la tolérance que d'une citoyenneté vécue au sens plein du terme" et les Juifs locaux "n'affichant aucune activité pouvant de près ou de loin s'apparenter au sionisme".

Dans un article solide, Laurent-Olivier Mallet s'interroge sur les conceptions au cours des premières décennies de la République de Kemal, sur les notions telles que "Turcs", "non-musulmans" et "minorités", voire "compatriotes" et "vrais citoyens", pour reprendre une formule utilisée par l'un des idéologues du régime. Sans complètement réfuter en l'occurrence la notion de la tolérance, L.-O. Mallet a cette assertion forte : "La tolérance implique un tolérant et un toléré, ne laissant aucune place à l'égalité. En outre, au-delà de la notion elle-même, le fait de dire sa tolérance comporte toujours une petite dose de menace, soulignant d'une certaine manière que celle-ci pourrait cesser de s'exercer, et qui plus est par la faute du toléré lui-même".

D'autres études établissent des parallèles entre les cas israélien et turc dans le processus de construction de l'Etat-nation (comme dans le domaine de la langue, avec l'article de Jacob M. Landau) ou étudient les représentations, notamment avec les articles de Rifat Bali. Benny Morris et Alain Dieckhoff font état respectivement des travaux de la nouvelle génération d'historiens israéliens portant un regard critique sur le passé de leur pays, et de la vigueur du conflit entre des valeurs portées par les segments laïques et religieux de la population de l'Etat hébreu, conflit qui se répercute bien entendu au niveau de la vision de l'Etranger. Deux diplomates, Ekrem Güvendiren et Eli Shaked, apportent leurs témoignages.

Dans ce vingt-huitième numéro des Cahiers, vous trouverez aussi, en dehors du dossier central, plusieurs travaux originaux. Yves Le Lannou apporte des éclaircissements sur l'occupation de la Cilicie par la France, entre 1918 et 1922, à partir des travaux qu'il a effectués dans les archives du Centre administratif de la Gendarmerie nationale. Marlène Laruelle étudie à travers la discussion "eurasienne" le jeu de miroir qui se développe depuis la chute de l'Union soviétique entre Eurasistes russes et turcophones, principalement Tatars et Kazakhs, et dont l'enjeu identitaire et politique ne peut laisser indifférent. Dans ce débat, susceptible de s'élargir dans les années à venir, certains affirment que la Russie ne retrouvera sa place géopolitique qu'en devenant une puissance eurasiennne, ce qui ne sera possible que par la reconnaissance et la valorisation du monde turco-musulman en son sein.

Silvia Serrano traite d'un sujet extrêmement mal connu, la communauté azérie de Géorgie, pourtant forte de plusieurs centaines de milliers d'habitants et constituant l'une des principales minorités ethniques, après les Russes et les Arméniens. Alors que la Géorgie indépendante tente de se construire sur le modèle de l'Etat-nation, les minorités sont confrontées à une nouvelle donne et n'ont d'autre choix que l'intégration. La persistance du problème linguistique, la sous-représentation dans les instances du pouvoir, des comportements politiques particuliers sont autant de signes de la difficulté des Azéris à devenir des citoyens à part entière de la République géorgienne. Isabelle Rigoni établit une comparaison entre les Kurdes du PKK et les Tamouls des LTTE. Selon elle, si la guérilla moderne commence au début des années 1980, les origines du développement du conflit dans les Etats unitaires turc et sri lankais sont à chercher dans l'Histoire (réappropriation de l'histoire et diffusion d'une historiographie nationaliste, à la fois par l'Etat et les groupes extrémistes). Rigoni insiste sur la question de la transterritorialisation des conflits.

Champ libre se consacre à trois études : à la démographie du divorce en Iran à travers l'exemple de Chiraz, qui indique le recul des pratiques matrimoniales traditionnelles (par Marie Ladier-Fouladi); toujours en Iran, la contribution des femmes à la production cinématographique et théâtrale depuis la Révolution (par Maryam Habibian); et enfin les relations entre Sunnites et Shi'ites au Pakistan, où la révolution iranienne semble avoir exercé une influence politique non-négligeable (par Vali Nasr).

La chronique scientifique relate deux rencontres : la première sur laïcité et démocratie, due à la plume remarquable de Jean-Michel Belorgey, l'autre sur un séminaire de recherche pluridisciplinaire tenu au Centre d'études et de recherches internationales de la Fondation nationale des sciences politiques, sur le grand séisme en Turquie, sur ses causes mais aussi ses conséquences politiques et économiques, et autour duquel l'association éditrice de la publication a développé une campagne humanitaire. Dans la chronique bibliographique, Timour Muhidine rend compte de deux livres sur le grand poète turc Nâzım Hikmet, dont "Romantic Communist" qui évoque également le contexte un peu particulier de la vie politique et intellectuelle turque des années 1920 à 1960, la complexité des rapports entre artistes, Etat et société, le substrat culturel, les débats d'avant-garde à Istanbul etc. Dans la chronique artistique, enfin, Nicolas Monceau montre comment la production cinématographique turque, malgré un marché local dominé par les productions hollywoodiennes, et traversant une grave crise économique, demeure relativement riche et diversifiée, tant par sa thématique que par son expression. La problématique identitaire semble se situer au centre des films.

Semih Vaner